



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

« Agribashing » - Agriculture

Question écrite n° 15371

Texte de la question

M. Grégory Besson-Moreau alerte M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation sur l'« agribashing ». L'incompréhension entre citoyens et agriculteurs gagne de plus en plus les campagnes. Des actes de malveillance sont commis, des menaces sont proférées contre ceux que l'on accuse de participer au réchauffement climatique, de polluer les sols, ou encore de maltraiter leurs animaux. Pourtant, société qui se retourne contre ses agriculteurs n'a aucun avenir. Pendant très longtemps, la société française s'est montrée plutôt indifférente au sort des agriculteurs. Leurs revenus, leurs modes de vie, leurs pratiques agricoles n'étaient pas un sujet de questionnement. Tout cela s'opérait dans une relative indifférence avec parfois une forme de mépris de la part de la société urbaine. Mais la société française a évolué et elle est en train de changer vis-à-vis de l'agriculture, et sa façon de l'observer. Beaucoup de citoyens ont désormais un regard, un avis et parfois des jugements très tranchés sur les agriculteurs. Les citoyens s'expriment de plus en plus, et donnent des avis définitifs, jusqu'à rendre l'agriculteur responsable du réchauffement climatique, de la malbouffe, du non-respect du bien-être animal, de l'extinction de la biodiversité, de l'appauvrissement des sols. Au fil des années, la liste des reproches faits aux agriculteurs ne fait que s'allonger. En quelques années, on est aussi passé de l'indifférence au dénigrement. Cela se traduit et s'observe dans les comportements qui sont empreints de plus en plus de violence symbolique et parfois physique. Les agriculteurs ont évidemment une responsabilité dans le réchauffement climatique. Ils doivent faire des efforts dans la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires, veiller au maintien de la biodiversité. Néanmoins, l'écologie ne doit pas être une écologie punitive. C'est faire fausse route. Mais ce n'est certainement pas en cultivant la logique du conflit que les comportements vont évoluer et progresser. On ne fait que radicaliser les positions et augmenter le niveau de violence. Il faut quand même bien avoir en tête que les agriculteurs ne sont pas des hors-la-loi. Ils ne se lèvent pas le matin en réfléchissant aux règles qu'ils vont enfreindre pour gagner leurs vies. L'agriculture comme d'autres professions obéit à des règles qui sont fixées dans le cadre d'un processus démocratique et réglementaire. Certains citoyens semblent oublier cela ou en tous cas ils ne veulent pas le voir. Fait-on les mêmes reproches au secteur industriel automobile par exemple, qui en matière de pollution et d'empreinte écologique n'a rien à envier à l'agriculture ? Le rapport à l'agriculture est donc en passe de se dérégler et les élus quel que soit le mandat doivent se mobiliser. Les citoyens veulent bien manger, avec des repas équilibrés à des prix toujours plus bas. Cette contradiction est insensée. Une pression incroyable a été mise sur l'agriculture pour réduire les coûts de production et assurer une diversité alimentaire. En même temps, on reproche aux agriculteurs de produire les denrées alimentaires dans des conditions jugées irrespectueuses pour l'environnement. On a l'impression aujourd'hui que certains citoyens veulent la meilleure alimentation du monde mais sans agriculteurs. On a oublié que derrière un paquet de pâtes, il y a un agriculteur qui fait pousser son blé pendant toute une année et qui récolte les fruits de son travail une fois par an. C'est dans les supermarchés et à travers les actes de consommation que l'on peut le plus faire évoluer les pratiques agricoles et maintenir une indispensable souveraineté alimentaire. Chaque fois que l'on consomme un produit alimentaire en promotion on contribue à soutenir un système qui met la pression sur les agriculteurs et l'environnement. Qui paie la promotion ? C'est l'agriculteur qui est en bout de chaîne et l'environnement. Les actes d'achat sont des actes politiques car ils conduisent à subventionner tel ou tel type de système alimentaire. Les choix de consommation sont des actes politiques qui ont des conséquences directes sur les agriculteurs. Les mentalités doivent donc

évoluer. Celles des consommateurs en premier lieu car chaque fois que l'on consomme et recherche les prix les plus bas, on fait un choix politique qui participe à la dégradation de l'environnement et la compression du revenu agricole. Une pression énorme est mise sur les agriculteurs avec certains modes de consommation. Le citoyen-consommateur ne peut pas reprocher ensuite à l'agriculteur d'aller au plus vite pour assurer ses rendements. Au niveau des chambres d'agriculture, des collectivités, des différents responsables locaux y compris syndicaux, chacune de ces structures doit faire en sorte de ne pas laisser les agriculteurs seuls face à leurs problèmes et leurs opposants. Il faut les accompagner pour éviter des conflits qui dégénèrent, expliquer les pratiques, les choix, créer le dialogue. Il faut accompagner les agriculteurs dans l'explication de leurs pratiques et revaloriser l'image de l'agriculture. On devrait collectivement être fier de l'agriculture française. Il aimerait donc connaître les grandes orientations que le Gouvernement souhaite prendre pour protéger le modèle agricole français et ses pratiques.

Texte de la réponse

Le phénomène d'« agribashing » prend de l'ampleur et le Gouvernement en a conscience et le prend en compte dans ses orientations pour protéger l'agriculture française. Les demandes de la société pour un environnement moins pollué et des aliments de qualité sont légitimes mais elles ne doivent pas s'exercer en pointant du doigt les agriculteurs. Cette profession qui évolue dans un environnement socio-économique complexe, a déjà initié des changements de pratiques pour réduire ses impacts sur l'environnement. Il faut les accompagner et les amplifier. Cette amplification passera par la transition agro-écologique. Les exploitations agricoles déjà engagées dans cette transition -via les groupements d'intérêt économique et environnemental, le réseau DEPHY (réseau de démonstration, expérimentation et production de références sur les systèmes économes en phytosanitaires), les groupes opérationnels du partenariat européen pour l'innovation, la conversion à l'agriculture biologique, ...- obtiennent des résultats prouvant qu'il est possible d'être multiperformants. L'enjeu aujourd'hui est d'emmener une majorité d'agriculteurs dans cette voie. Les acteurs du développement agricole, dont la mission est de conseiller les agriculteurs dans leurs projets professionnels, ont un rôle majeur à jouer pour accompagner au mieux les exploitants dans cette transition. Le livre blanc publié par l'assemblée permanente des chambres d'agriculture l'année dernière illustre la dynamique du réseau. Par ailleurs, les instituts techniques agricoles expérimentent de nouvelles solutions pour faire évoluer les itinéraires techniques et les systèmes de production vers plus de durabilité. Enfin, les organismes nationaux à vocation agricole et rurale (ONVAR) mettent en œuvre des approches innovantes visant un renforcement de l'autonomie des agriculteurs, complémentaires de celles des organismes consulaires et des instituts techniques, et donc garantes d'une diversité des modèles de production. Le programme national pour le développement agricole et rural oriente les actions des organismes de développement agricole (chambres, ONVAR, instituts) vers la transition agro-écologique et un meilleur accompagnement des agriculteurs. Il est notamment attendu de ces acteurs qu'ils renforcent leurs compétences en matière d'accompagnement stratégique. L'année 2019 verra également la publication des ordonnances de la loi EGALIM qui devraient produire leurs effets pour améliorer le revenu des agriculteurs. Enfin, les orientations gouvernementales s'expriment également au travers des propositions de la France pour la prochaine politique agricole commune (PAC). La nécessité d'une PAC qui protège les agriculteurs et qui leur donne les moyens de réaliser la transition agro-écologique est portée par la France.

Données clés

Auteur : [M. Grégory Besson-Moreau](#)

Circonscription : Aube (1^{re} circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 15371

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : [Agriculture et alimentation](#)

Ministère attributaire : [Agriculture et alimentation](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [25 décembre 2018](#), page 11941

Réponse publiée au JO le : [19 février 2019](#), page 1630